

interview Charles Piaget

Rouge 241 janvier 1974

Peux-tu à grands traits caractériser le plan Nenschoender ?

A grands traits, disons qu'il n'entache pas l'avenir. Le plan qu'avait présenté Giraud faisait entériner les licenciements par les organisations syndicales. Cette fois-ci nous n'avons pas obtenu de garanties, surtout que pour obtenir ces garanties dans ce système c'est difficile, mais disons que le plan n'entache pas l'avenir dans la mesure où à aucun moment il ne dit qu'il y en a qui resteront sans emploi.

Aujourd'hui, notre rapport de force ne nous permettrait pas d'obtenir beaucoup mieux ; il aurait fallu pour cela qu'on ait l'appui de la DGT, appui qui avait disparu depuis le 12 octobre. Mais disons que le cadrage du plan a été obtenu par la lutte, c'est le fait qu'on ait tenu le coup, qu'on ait maintenu notre cohésion. Le pouvoir avait le choix entre terminer le conflit par la force ou laisser une fraction du système monter une opération. Mais cette opération n'aurait pas pu se concrétiser si nous n'avions pas tenu le coup. C'est ça qu'il faut souligner, le cadre du plan a été obtenu par notre résistance.

Il y a quand même eu autour de ces négociations, une série d'ambiguïtés. Celle des bons patrons modernistes qui viennent au secours des travailleurs, a permis au PC de lancer une campagne sur laquelle il peut marquer des points. Puis le fait que les négociations se soient déroulées aussi vite, que le trésor de guerre ait été restitué sans bataille, bref, tout cela a fait qu'un certain désarroi existe chez les travailleurs des autres entreprises : ils ne comprennent pas réellement ce qui s'est passé.

En ce qui concerne les bons patrons, sur le coup on n'y a pas pensé. En tant que section syndicale de base, on a déjà eu de nombreuses tentatives d'intégration et on est tranquille de ce côté là, collectivement. Isolés, bien sûr des militants peuvent succomber. Mais collectivement on pense que là-dessus il n'y a pas de crainte particulière à avoir.

Quand on a vu les attaques du PC, on a senti qu'effectivement il fallait plus se démarquer. Mais sur le coup on ne l'a pas assez senti.

Comment est envisagé le mois de février ? Quels moyens de faire appliquer le protocole sont envisagés ?

Je vais te citer un exemple. Pour les garanties, ce matin à l'AG, Mercet de la CGT me dit « nous on pense qu'il faut pas d'assemblée générale avant le 20 février », je lui ait dit « si tu penses ça, dis-le à l'AG ». Evidemment, il ne l'a pas dit car il a senti que le climat n'y était pas. Nous on procède à l'inverse.

On pense que nous, la seule garantie qu'on a de l'application du protocole, c'est la présence, la force de l'assemblée générale des travailleurs de Lip en lutte et c'est cette force qui sera peut-être amenée dans le courant de février à se manifester et peut-être à le faire dans la rue, en ville ou ailleurs... on sait pas si on sera amené à cela, on sait qu'entre le protocole et son application, si nous sommes dispersés, nous n'aurons pas le dixième de ce qui était écrit. Alors encore une fois il faut rester unis et vaillants.

En fait le recyclage, la réembauche ne sont pas des garanties d'emploi réelles et vous n'avez plus le trésor de guerre comme moyen de pression. Voilà pourquoi nous avançons dans la « Taape rouge » que la seule garantie valable serait la réembauche de tous le 1er mars et une réduction massive des heures de travail sans réduction de salaire. Cela te semble-t-il être une revendication erronée ?

Non ! Je pense que c'est un mot d'ordre juste. Il faudrait donc diminuer les heures de travail pour occuper le maximum de main-d'œuvre. Simplement, il faut voir sur quoi on lutte aujourd'hui : le rapport de force n'est pas encore suffisant pour imposer ça au patronat qui fait bloc.

Cette revendication est une revendication avancée : essayer d'obtenir qu'il y ait l'échelle mobile des heures de travail ce serait juste, mais on pense que seuls on parviendrait pas à l'imposer. Est-ce qu'il faut se lancer dans la bataille pour l'imposer ? Ce serait donner quand même aux travailleurs un certain nombre d'illusions qu'on ne sera pas capable de concrétiser. Voilà pourquoi on hésite un peu là-dessus.

La commission emploi-formation que prévoit le protocole, aura-t-elle un rôle réel ?

Cette commission est quand même intéressante. Il y a une commission qui va donc surveiller les embauches jusqu'à la dernière. Dans cette commission 12 membres devront être désignés, sans élection, par les organisations syndicales. Elle a pour tâche tous les problèmes de l'emploi et de l'application du protocole. Bien sûr c'est confus, ça dépendra du rapport de

forces. Il y a aussi un point dont nous devons tenir compte, c'est que les capitalistes qui se sont engagés dans cette affaire, ont besoin de réussir, tant financièrement que politiquement. Dans ce système, la tactique d'un patron c'est soit de briser les travailleurs, soit d'essayer de les neutraliser.

Ça veut donc dire, que si on arrive à maintenir un rapport de forces interne et externe (nous continuerons à envoyer les informations aux comités) on devrait arriver à avoir une commission d'un certain pouvoir. Bien sûr, tout a fait d'accord pour que ce soit public, qu'il n'y ait pas de secrets, c'est évident !

Malgré tout, vous allez vous trouver dans une position difficile, où la marge de manœuvre sera faible. D'un côté la réembauche est liée à la bonne marche de l'entreprise, d'un autre côté il faudra défendre les revendications quotidiennes des travailleurs.

Ça c'est un point qui va être délicat. On vient d'ailleurs de se rendre compte de quel contexte on était prisonnier ! Car malgré tout quand une entreprise va mal, il y a des difficultés pour formuler des revendications offensives et espérer gagner ! On va donc être dans une situation pas facile. D'un autre côté, il y a la CGT,

mais je crois que c'est normal que les revendications individuelles, le problème des conditions de travail etc. soient défendus ! On ne peut pas passer à côté, c'est impossible ! Alors on pense que le plus logique dans cette affaire, c'est qu'il y ait un pacte entre tous ceux qui travaillent et ceux qui sont en formation : c'est ensemble qu'on examinera nos revendications, elles seront modulées entre nous, on doit pouvoir trouver collectivement la réponse à des situations plus ou moins ambiguës ! Mais bien sûr, on sait qu'on sera pas capables d'être parmi les travailleurs les plus offensés de France !

Mais après une lutte comme ça, un des problèmes fondamentaux à résoudre ce sera le collectif de travail et de réflexion, il va falloir travailler là-dessus.

Dans tous les cas, on fera en sorte d'expliquer aux travailleurs pourquoi nous sommes amenés à prendre telle ou telle position.

Tout le monde commence maintenant à tirer des leçons de Lip, et à ce propos, il est vraiment étonnant pour ne pas dire choquant, d'entendre Maire dire « Lip c'est en droite ligne du 36è congrès »

Où c'est vrai. Enfin on sait qu'il y a une réflexion de l'organisation par rapport à ce qui s'est passé à Lip. Il y a eu de la part de la fédé un certain nombre de remarques, un certain nombre de critiques. Notre lutte telle qu'elle s'est passée, a été en soi un certain nombre de critiques. Alors je pense qu'il y a encore beaucoup à voir. Par exemple sur le 36è

congrès et l'affaire des comités de grève je crois que le débat n'est pas terminé, au contraire. Il y a de nombreuses sections syndicales qui posent le problème. Mais ça ne veut pas dire que c'est tout simple à changer : c'est trop facile de dire : il faut faire ça, un point c'est tout ! Il faut partir du contexte dans lequel on se bat et voir comment améliorer la démocratie ouvrière, la participation de tous les travailleurs. Il ne faut pas croire qu'avec un comité de grève tout est résolu. Mais à partir de l'expérience de Lip et d'autres luttes, c'est un débat permanent qui s'instaure et qui va se relancer.

En, on a bien vu que la démocratie ouvrière ne nuit pas au syndicat, bien au contraire ! Du point de vue de l'acceptation de la lutte syndicale on a une montée importante. Le syndicat doit favoriser la démocratie ouvrière et il se fortifie lui-même par là.

De toute manière, en plus de ce problème, pour en revenir aux revendications sur l'emploi, on ne va pas s'arrêter là. Maintenant que la première phase de notre lutte est terminée, on a l'intention de s'intéresser beaucoup plus aux luttes sur l'emploi. On ne peut pas se replier sur soi, on va maintenir le contact avec les autres entreprises en lutte. Ce sera notre participation à la lutte des classes.

On a aussi inscrit un manifeste à l'ordre du jour. Comme apport aux luttes sur l'emploi, voilà ce qu'on a fait, ce qu'on a réfléchi.

Mais il est sûr que dans ce bilan on aura aussi à faire un passage, pas le plus important, bien sûr, sur le PCF et la CGT. Car on pense que si on avait été ensemble pour continuer la lutte après le 12 octobre, on aurait pu avoir un résultat encore meilleur, peut-être plus rapide et plus probant. Mais disons qu'on regrette que la CGT ait délégué la lutte à partir du 12 octobre, et l'ait même déconsidérée.